

LA CRISE POLITIQUE MALGACHE EN PHOTOS – JUIN 2011 (2ème quinzaine)



27/06/11 – L'Express – Célébration du 51^{ème} anniversaire de l'Indépendance. Amnistie ou grâce ? Andry Rajoelina sème la confusion.

Est-ce une erreur, un lapsus ou un ballon-sonde ? Le président de la Transition a affirmé qu'il avait décidé un « famotsorankeloka » (amnistie) en lieu et place d'un « famelan-tsazy » (grâce) concernant les condamnations liées à des affaires politiques. « On accorde une amnistie générale à ceux qui ont plus de 65 ans, à l'exception de ceux qui ont commis des crimes, (surtout de sang) », a-t-il déclaré durant son allocution, à l'occasion de la célébration de la fête nationale et en présence de Leonardo Simão, membre de l'équipe de médiation. L'assistance, s'est interrogée sur la portée de cette déclaration. Le ministre de la Communication et la ministre de la Justice ont par la suite été contraints de rectifier les propos présidentiels : il ne peut s'agir d'amnistie, mesure qui exige l'adoption d'un texte de loi.

La presse remarque qu'une nouvelle fois le chef de la Transition arbore la tenue d'un prince (mais son épouse a adoptée cette fois-ci un tenue contemporaine)



27/06/11 – Madagate – Fête nationale du 26 juin – « 12 des diplomates de haut niveau, à leur entrée au stade de Mahamasina »

3^{ème} année de Fête nationale sous le signe de la Transition. Le site pro-HAT écrit : « en 2009 et 2010, politique sadique et hypocrite obligeant, les pays considérés comme « amis » du peuple malgache n'ont envoyé aucun représentant. Cette année 2011, c'est le rattrapage avec 11 ambassadeurs. Peut-être que ce dimanche 26 juin, ils en avaient un peu marre de rester cloîtrés chez eux, écoutant plus la rumeur que percevant la réalité qu'ils vivent au quotidien mais qu'ils ont toujours tu ? C'est-à-dire que Madagascar n'a rien à voir avec le Zimbabwe ».

Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, a été le plus prolixe, affirmant que « la France est là pour marquer sa solidarité envers le peuple malgache », qu'elle « accompagne le Dr Leonardo Simão pour le processus » et qu'elle « soutient particulièrement la sortie de crise et attend avec impatience la signature de la feuille de route ». Les États-Unis n'ont pas répondu à l'invitation et ne se sont pas fait représenter, pas plus que l'UE. « L'absence des représentations du Système des Nations unies et des émissaires du SG de l'ONU, voire du représentant résident de l'ONU à Madagascar, est significative des hésitations ou de la division de la communauté internationale », écrit Tribune.



27/06/11 – Tribune – Fête nationale du 26 juin - L'Ambassadeur de France proche du couple présidentiel (à l'arrière plan, au centre)



27/06/11 – Tribune – Fête nationale du 26 juin

Véhicules livrés par la France à l'armée malgache dans les jours précédents le 26 juin. La coopération militaire franco-malgache n'a pas été affectée par le coup d'Etat.



28/06/11 – Midi – Brillante réception pour le 51^{ème} anniversaire de l'indépendance. La « première dame » et les épouses d'hommes politiques en vue rivalisent dans un concours d'élégance qui ravit une certaine presse. Et pendant ce temps...

Le pays s'enfonce dans la crise. La situation sociale vue par le Système des Nations Unies (SNU) : « *Tsunami silencieux* ».

« *51 ans d'indépendance : 51 ans d'appauvrissement croissant* », titre *La Gazette*.

50% de la population infantile souffre de malnutrition chronique.

Selon un rapport du Département d'Etat américain, Madagascar est dans la liste noire des 23 Etats considérés comme « *n'atteignant pas le niveau minimum* » de protection contre la traite d'être humains et « *ne faisant pas d'efforts importants* » pour y remédier. Aux yeux du Père Pedro, dans une récente interview au quotidien français *La Croix*, les politiques s'enlisent dans leurs conflits et ils en oublient l'humanité de ceux qui souffrent. De toute évidence, les habitants de la décharge d'Antananarivo ne se nourrissent pas d'inlassables débats, note *Sobika*.

Raymond Ranjeva : « *Tous les secteurs de la vie sociale sont en crise. [...] La crise est politique mais aussi économique, financière et morale* ». Le juriste appelle de ses vœux un redressement « *éthique* ».